

## Syrie : le retrait américain laisse la patate chaude aux Russes (et aux Français)



Donald Trump a annoncé que les États-Unis allaient se retirer de Syrie. James Mattis a démissionné de ses fonctions dans la nuit.

Avec Roland Lombardi

**Atlantico : Donald Trump a annoncé que les États-Unis allaient se retirer de Syrie. La Russie sera donc la principale force en présence, dans cette région particulièrement troublée. Sera-t-elle capable de "tenir" la région ? D'éviter que les rapports de forces déjà à l'oeuvre ne s'enveniment ? Peut-elle même permettre une résolution des conflits, par exemple en permettant, une fois les USA partis, que plusieurs forces en présence s'assoient à la même table ?**

**Roland Lombardi :** Une fois de plus, nous pouvons noter que Donald Trump tient ses promesses. Durant toute sa campagne en 2016, le candidat républicain a maintes fois dénoncé (ce qui fut très apprécié dans l'électorat américain) l'interventionnisme de ces prédécesseurs à la Maison Blanche. Quant à la Syrie, l'envoi et le maintien des troupes américaines afin d'appuyer les forces kurdes n'avaient que pour principal objectif avéré, la lutte contre Daesh. Dans les faits, cela permettait également de nuire à l'influence de l'Iran, tout en entravant physiquement sur le terrain l'axe Téhéran-Damas et ainsi, le déploiement des Gardiens de la révolution. Toutefois, Trump avait plusieurs fois annoncé le retrait de ses soldats, mais ses proches et son Etat-major lui avaient alors conseillé d'attendre. A présent que l'Etat islamique est pratiquement vaincu (il ne resterait que 2 000 combattants, retranchés dans quelques villages à la frontière syro-irakienne), le président américain a donc décidé qu'il fallait se retirer. Vous savez, les Américains sont dorénavant indépendants sur le plan énergétique et le pétrole du Golfe est devenu secondaire pour eux. D'autant plus que Trump méprise cette région, sa complexité, sa violence et ses conflits endémiques. Et puis, c'est aussi une manière de remettre les pendules à l'heure avec ses alliés, en qui il n'a aucune confiance et qui l'exaspèrent finalement, point que je développerai plus loin... Alors oui, cette décision personnelle du locataire de la Maison Blanche semble de prime abord « donner » la région à la Russie, l'autre grande puissance de retour dans la zone. Mais restons prudent, les Etats-Unis sont toujours là au Moyen-Orient. Ils ont encore de grandes bases (sans parler des installations secrètes) notamment aux Emirats, en Arabie saoudite, à Bahreïn, au Pakistan mais surtout au Qatar (où siège un quartier général avancé du CENTCOM) et en Turquie. De plus, n'oublions pas que les Ve et VIe flottes continueront encore un moment à sillonner le Golfe et la Méditerranée...

En définitive, ce retrait américain de Syrie, salué comme « juste » par Poutine, paraît aussi amorcer le « Yalta régional » entre la Russie et les Etats-Unis que j'annonce depuis bien longtemps. En effet, Moscou (dont l'objectif principal est l'endigement de toute contagion islamique sur son territoire et à ses frontières) et Washington (afin de se tourner sereinement vers l'Asie), en dépit des apparences, souhaitent (comme également la Chine, pour ses nouvelles « routes de la soie ») la stabilité dans la région. Alors laisser « la patate chaude » ou pour certains, « ce cadeau empoisonné », aux Russes, c'est pour les Américains un bon moyen de se laver les mains des problèmes de ce monde si lointain pour eux. Certains d'entre eux, espérant peut-être et secrètement

---

d'ailleurs, un futur et éventuel échec de la Russie, qui sait ?

Pour l'instant, Poutine n'a pas la puissance financière nécessaire pour finaliser seul cette stabilité tant désirée. Sera-t-il soutenu alors par la Chine ? Nous verrons. En attendant, depuis son intervention directe en Syrie et les succès militaires et diplomatiques qui en découlèrent, la Russie se révéla très vite incontournable et parle finalement à tout le monde (Israël, Egypte, Iran, Arabie saoudite, Turquie...). Mais si les Russes, grâce à leur réalisme, leur pragmatisme et leur très bonne connaissance de l'islam et du monde arabe, sont en train de s'imposer comme les nouveaux « maîtres du jeu » et les régulateurs des différents et conflits régionaux, ils le doivent aussi et surtout à leur fidélité dans leurs alliances, comme en Syrie avec Assad. Et effectivement, à l'inverse des Occidentaux, comme viennent encore de le démontrer justement les Américains avec les Kurdes, eux, ont prouvé qu'ils n'abandonnaient pas leurs alliés. Et ça, dans le monde arabe cela compte beaucoup plus qu'on ne le croit !

### **Quel peut être l'impact de cette nouvelle donne pour l'Iran, dans la région ?**

A première vue, le retrait unilatéral américain peut ouvrir, au sens propre comme au sens figuré, un véritable boulevard à l'Iran. D'ailleurs, les alliés des Etats-Unis, l'Arabie saoudite et surtout Israël sont très inquiets. Certes, la coordination entre Jérusalem et Moscou, afin d'endiguer l'influence iranienne en Syrie, est effective. Toutefois, le départ américain laisse, comme le disent eux-mêmes les responsables israéliens, l'Etat hébreu seul face à l'Iran. Outre les raisons que j'ai évoquées plus haut, la décision de Donald Trump est donc aussi un moyen d'adresser un message fort à Netanyahu. En effet, ce dernier fait la sourde oreille aux exigences américaines quant au futur plan de paix israélo-palestinien, le « deal du siècle », tant souhaité par Trump. Très courroucé, le président américain commence véritablement à perdre patience, alors qu'il a pourtant donné jusqu'ici énormément de gages au Premier ministre israélien.

### **Pour les Kurdes et la Syrie ?**

Bien évidemment, les Kurdes sont les grands perdants du retrait américain. Pour eux, c'est une véritable trahison. Actuellement, les Kurdes syriens (chapotés par les Kurdes turcs du PKK, d'où la haine d'Ankara à leur endroit) contrôlent un tiers du territoire syrien, principalement à l'est de l'Euphrate. Pour l'instant, ils continueront à avoir le soutien discret d'Israël et l'appui de soldats privés, des mercenaires américains, et surtout de quelques forces spéciales occidentales notamment françaises (entre 200 et 300 hommes), mais cela ne durera pas. Dans leur rancœur, ils peuvent très bien se lancer dans une politique du pire et libérer les milliers d'islamistes qu'ils ont fait prisonniers et laisser les zones arabes de leur territoire retomber aux mains des jihadistes de Daesh. Mais face à la menace turque, qui se fait de plus en plus pressante, le plus raisonnable pour eux serait de se rapprocher finalement d'Assad et des Russes. Cependant, comme le fait remarquer très justement mon collègue et spécialiste de la Syrie, Fabrice Balanche, les négociations seront difficiles bien que les Kurdes, isolés, soient à présent en position de grande faiblesse. D'autant plus, qu'en 2017, préférant les Etats-Unis, ils avaient alors rejeté la proposition de soutien russe...

### **Pour la Turquie ?**

Clairement, nous pouvons dire que les Kurdes ont été sacrifiés sur l'autel de l'alliance turco-américaine. Les Etats-Unis ont deux grands alliés au Moyen-Orient : Israël et l'Arabie saoudite. Mais dans le monde sunnite, notamment face à l'Iran, Washington a trop besoin de la Turquie, qui est un membre important de l'OTAN et qui possède l'armée la plus puissante de la région. La stabilité de l'Arabie saoudite n'est pas du tout assurée dans un avenir proche et surtout, on aura remarqué l'« efficacité » de la soldatesque saoudienne au Yémen ! Trump n'est pas stupide et il sait tout cela. Par ailleurs, pour les Etats-Unis et à juste titre, la Turquie s'est trop rapprochée de l'Iran et de la Russie. Raisonnablement, il fallait y remédier. Ainsi, après les tensions, nous avons vu ces derniers mois, par le biais entre autre de l'affaire Khashoggi et suite aux pressions financières américaines, s'opérer un réchauffement entre Ankara et Washington (libération du pasteur américain et surtout, il y a peu, l'achat par la Turquie de missiles Patriot américains !). Enfin, Erdogan a été prévenu par Trump lui-même de son prochain retrait de Syrie. Ainsi, il semblerait que les Turcs, forts de ce succès diplomatique, aient à présent carte blanche pour enfin régler leur « problème kurde ». Au final, cette nouvelle situation peut aussi, dans un premier temps, embarrasser les Russes. Car les nouveaux « juges de paix » de la région vont tout de même devoir redoubler d'efforts diplomatiques afin de calmer les ardeurs turques, préserver et assurer les reconquêtes territoriales de Damas et enfin, parvenir à réunir, une nouvelle fois, tous les acteurs autour de la table des négociations... ce qui n'est pas du tout gagné, et là encore, ce n'est peut-être pas sans déplaire à Washington...